



Décision du Président n°2024 CA 168

Thème : Coopération transfrontalière

Objet : Convention de coopération transfrontalière pour la réalisation du projet PCC Hautes Vallées 2030

Pôle : Compétitivité et Attractivité

Contexte :

Le 31 janvier 2024, la Conférence des Hautes Vallées (CHAV) a déposé la stratégie transfrontalière « Hautes Vallées 2030 » qui vise à consolider les relations historiques, sociales, économiques et culturelles du territoire des Hautes Vallées. Elle vise à renforcer la gouvernance, la fonctionnalité et la reconnaissance des Hautes Vallées en tant que « bassin de vie » montagnard et transfrontalier.

Cette stratégie s'articule autour de quatre axes : Agir, Se déplacer, Vivre et Découvrir qui seront les 4 projets simples qui constitueront le PIter + des Hautes Vallées. Ils sont articulés par le Projet de Concertation et de Communication (PCC) dont la Conférence des Hautes Vallées est Chef de File aux côtés du Syndicat du Pays de Maurienne (SPM), de la Cité Métropolitaine de Turin (CMT0), du G.A.L. Escartons e Valli Valdesi et de la Communauté de Communes du Briançonnais.

La CCB s'est engagée dans le PIter+ PCC Hautes Vallées 2030 par la délibération 2024-48 du 26 mars 2024. Elle s'est notamment impliquée dans les réalisations du Work Package 3.1 « Accompagnement à la structuration de la CHAV » dont l'objectif est de poursuivre sur le plan opérationnel le travail engagé précédemment en matière de structuration et lui permettre de constituer l'acteur central de la coopération transfrontalière des Hautes Vallées : structuration juridique, gouvernance et élargissement de ses membres, structuration financière en retravaillant la question des cotisations, moyens, notamment humains et financiers. Un budget de 93 750€ est estimé sur 4 ans pour réaliser ces actions. Pour bénéficier des fonds FEDER qui co financent ces actions à 80%, la signature de la convention de coopération transfrontalière ci jointe est nécessaire.

Ceci exposé :

Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Briançonnais,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les dispositions des articles L5211-17 et L5211-20 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 05-2022-12-19-00001 du 19 décembre 2022 approuvant les statuts de la Communauté de Communes du Briançonnais,
- VU** la délibération n°2020-48 du Conseil Communautaire du 24 juillet 2020 relative à la délégation du Conseil au Président concernant les affaires générales et notamment s'agissant des demandes de subvention et conventions y afférant concernant les opérations de fonctionnement ;

- VU l'appel à candidatures pour les plans intègres territoriaux (PITER+) 2021-2027 – PHASE 1 OP 5 / Une Europe plus proche des citoyens et notamment les pièces à joindre au formulaire de demande de subvention ;
- VU la délibération n°2024-48 du 26 mars 2024 approuvant l'opération Plan de Communication et de Coordination (PCC) du PITER + « Hautes vallée 2030 » ;
- VU le projet de convention de coopération transfrontalière pour la réalisation du projet PCC Hautes Vallées 2030 ci-joint,

CONSIDÉRANT que la convention ci-jointe définit les modalités de coopération entre les parties signataires et leurs responsabilités respectives pour la réalisation du projet de coopération transfrontalière intitulée : « PCC Hautes Vallées 2030 » dans le cadre du Programme de Coopération INTERREG VI-A France-Italia ALCOTRA 2021-2027.

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

D'approuver les termes de la convention de coopération transfrontalière pour la réalisation du projet PCC Hautes Vallées 2030.

ARTICLE 2 :

De signer la convention de coopération transfrontalière pour la réalisation du projet PCC Hautes Vallées 2030 ainsi que les pièces nécessaires à la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 3 :

Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Briançon, le 16 JUIL. 2024

Le Président,

Arnaud MURGIA



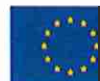
16 JUIL. 2024

Date de publication :

Date de Transmission en Préfecture :

16 JUIL. 2024

Le délai de recours contentieux contre la présente décision peut être déféré dans un délai de 2 mois au Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa notification ou de sa publication.



ENVIRONNEMENT, EUROPE, INTERNATIONAL, VIE LOCALE ET SECURITE
DIRECTION DES FONDS EUROPEENS

Programme de Coopération INTERREG VI-A

France-Italia ALCOTRA

CONVENTION DE COOPERATION TRANSFRONTALIERE

Pour la réalisation du projet simple intitulé :

« HV 2030 - PCC
Hautes Vallées 2030 - Projet de Coordination et
Communication »

Version 3.0 du 02/07/2024

Programma di Cooperazione INTERREG VI-A

France-Italia ALCOTRA

CONVENZIONE DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA

Per la realizzazione del progetto singolo denominato:

“HV 2030 – PCC
Alte Valli 2030 – Progetto di Coordinamento e
Comunicazione”

Versione 3.0 del 02/07/2024

VU : les règlements européens portant dispositions des Fonds structurels et plus particulièrement les règlements (UE) 2021/1060, 2021/1059, 2021/1058 et 2018/1046 ;

VU : le Programme de Coopération INTERREG VI-A France-Italia ALCOTRA 2021-2027 approuvé par la Commission européenne le 29/06/2022 par décision C (2022) 4662 ;

VU : les règles nationales applicables au chef de file et à ses partenaires et à leurs activités ;

VU : le Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité en France, notamment son article 4.3 ;

VU : l'appel à candidatures pour les stratégies territoriales intégrées et les projets de coordination et de communication (PCC) des Plans intégrés territoriaux (PITER+) 2021-2027 au titre de l'OS 5.ii approuvé par le Comité de suivi le 09/10/2023 et ouvert du 30/10/2023 au 31/01/2024, puis prorogé jusqu'au 25/03/2024 pour les projets PCC ;

VU : la décision du Comité de suivi du 09/04/2024 approuvant les stratégies territoriales intégrées des PITER+ 2021-2027

VU : le formulaire de candidature PCC et ses annexes déposé en réponse à l'appel à candidatures sur la plateforme Synergie CTE ;

VU : le Manuel de mise en œuvre du Programme ALCOTRA adopté par le Comité de suivi le 26/01/2023 ainsi que ses modifications et compléments successifs.

En cas de modification des règlements et documents juridiques susmentionnés et de tout autre document pertinent, c'est la dernière version qui s'applique.

AR Prefecture

005-240500439-20240716-DP2024CA168-DE
Recu le: 16/07/2024

VISTI: ~~les règlements européens portant dispositions des Fonds structurels et plus particulièrement les règlements (UE) 2021/1060, 2021/1059, 2021/1058 et 2018/1046 ;~~ i regolamenti comunitari che disciplinano gli interventi dei Fondi strutturali ed in particolare i regolamenti (UE) 2021/1060, 2021/1059, 2021/1058 e 2018/1046;

VISTO: il Programma di Cooperazione INTERREG VI-A France-Italia ALCOTRA 2021-2027 approvato dalla Commissione europea il 29/06/2022 con decisione C (2022) 4662;

VISTE: le norme nazionali applicabili al capofila, ai suoi partner e alle loro attività;

VISTO: il Decreto n. 2022-608 del 21 aprile 2022 che stabilisce le norme nazionali di ammissibilità in Francia, in particolare l'articolo 4.3;

VISTO: il bando per la presentazione delle strategie territoriali integrate e i progetti di coordinamento e comunicazione (PCC) dei Piani integrati territoriali (PITER+) 2021-2027 al titolo dell'OS 5.ii approvato dal Comitato di sorveglianza del Programma il 09/10/2023 e aperto dal 30/10/2023 al 31/01/2024, poi prorogato fino al 25/03/2024 per i progetti PCC ;

VISTO la decisione del Comitato di sorveglianza del 09/04/2024 che approva le strategie territoriali integrate dei PITER+ 2021-2027 ;

VISTO: il formulario di candidatura PCC e i suoi allegati presentati in risposta al bando sulla piattaforma Synergie CTE;

VISTO: il Manuale di attuazione del Programma ALCOTRA adottato dal Comitato di sorveglianza il 26/01/2023 e le sue successive modifiche e integrazioni.

In caso di modifiche ai regolamenti e ai documenti legali di cui sopra e a qualsiasi altro documento pertinente, si applica la versione più recente.

ENTRE

CONFERENCE DES HAUTES VALLEES – CHAV
(*chef de file- LP*), représenté par *Monsieur Maurizio BERIA D'ARGENTINA*, en qualité de **Président**, ci-après dénommé chef de file,

ET

GAL ESCARTON VALLI VALDESI s.r.l – GALEVV
(*Partenaire n°1*), représenté par *<Monsieur ou Madame Y>*, en qualité de *<fonction>*, ci-après dénommé partenaire,

ET

SYNDICAT DU PAYS DE MAURIENNE – SPM
(*partenaire n°2*), représenté par *Monsieur Yves DURBET*, en qualité de **Président**, ci-après dénommé partenaire,

ET

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BRIANCONNAIS – CCB - (Partenaire n°3), représenté par *Monsieur Arnaud MURGIA*, en qualité de *Président*, ci-après dénommé partenaire,

ET

CITTA METROPOLITANA DI TORINO – CMT0
(*Partenaire n°4*), représenté par *Monsieur Jacopo SUPPO*, en qualité de *Vice Président*, ci-après dénommé partenaire,

ET

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE – CD73
(*Partenaire n°5*), représenté par *Monsieur Hervé GAYMARD*, en qualité de *Président*, ci-après dénommé partenaire,

TRA

CONFERENZA DELLA ALTE VALLI – CHAV
(*Capofila- LP*), rappresentato dal *Signor Maurizio BERIA D'ARGENTINA*, in qualità di **Presidente**, in seguito denominato capofila,

E

GAL ESCARTON VALLI VALDESI s.r.l – GALEVV
(*Partner n.1*), rappresentato dal *<Signor o Signora Y>*, in qualità di *<funzione>*, in seguito denominato partner,

E

SYNDICAT DU PAYS DE MAURIENNE – SPM
(*Partner n2*), rappresentato dal *Signor Yves DURBET*, in qualità di *<funzione>*, in seguito denominato partner,

E

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BRIANCONNAIS – CCB – (Partner n.3), rappresentato dal *Signor Arnaud MURGIA*, in qualità di *Président*, in seguito denominato partner,

E

CITTA METROPOLITANA DI TORINO – CMT0
(*Partner n.4*), rappresentato dal *Signor Jacopo SUPPO*, in qualità di *Vicesindaco*, in seguito denominato partner,

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE – CD73

(*Partner n.5*), rappresentato dal *<Signor Hervé GAYMARD* in qualità di *Président*, in seguito denominato partner,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet

La présente convention définit les modalités de coopération entre les parties signataires et leurs responsabilités respectives pour la réalisation du projet de coopération transfrontalière n° 20765 intitulé : « PCC Hautes Vallées 2030 » dans le cadre du Programme de Coopération INTERREG VI-A France-Italia ALCOTRA 2021-2027.

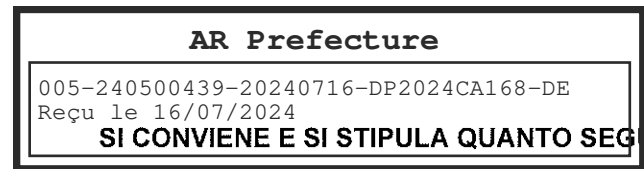
La présente convention de coopération ainsi que le formulaire de candidature et ses annexes font partie intégrante de la convention de subvention FEDER.

ARTICLE 2 – Désignation du chef de file

Les partenaires désignent d'un commun accord Conférence des Hautes Vallées – CHAV comme chef de file du projet qui assume :

- la responsabilité du projet devant l'Autorité de gestion et devant toutes les autres instances associées à la mise en œuvre du Programme ;
- la fonction de référent du projet vis-à-vis de l'Autorité de gestion ;
- la coordination et l'animation des autres partenaires signataires de la présente convention.

ARTICLE 3 – Durée



ARTICOLO 1 - Oggetto

La presente convenzione definisce le modalità di cooperazione tra le parti firmatarie e le loro rispettive responsabilità per la realizzazione del progetto di cooperazione transfrontaliera n.20765 denominato: "PCC Alte Valli 2030" nell'ambito del Programma di cooperazione INTERREG VI-A France-Italia ALCOTRA 2021-2027.

La presente convenzione di cooperazione, insieme al formulario di candidatura e ai suoi allegati, costituisce parte integrante della convenzione di sovvenzione FESR.

ARTICOLO 2 – Designazione del capofila

I partner designano di comune accordo Conferenza della alte valli – CHAV quale capofila del progetto, il quale assume:

- la responsabilità del progetto nei confronti dell'Autorità di gestione e di tutti gli altri enti coinvolti nell'attuazione del Programma;
- la funzione di referente unico nei confronti dell'Autorità di gestione;
- il coordinamento degli altri partner firmatari della presente convenzione.

ARTICOLO 3 – Durata

La signature de la convention de subvention FEDER est conditionnée à la signature de la présente convention entre le chef de file et ses partenaires.

La présente convention entre en vigueur à partir de la date de sa signature et prend fin à la clôture administrative et financière du projet, c'est-à-dire lorsque le bénéficiaire chef de file sera totalement déchargé de ses obligations envers ses partenaires et envers l'Autorité de gestion.

En tout état de cause, la présente convention reste en vigueur jusqu'à la clôture des différents contrôles et audits pouvant intervenir au-delà de la période de réalisation du projet. Ces contrôles peuvent être effectués jusqu'à 5 ans après le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'Autorité de gestion verse le dernier paiement au chef de file.

ARTICLE 4 – Obligations et responsabilités communes à tous les partenaires

Le bénéficiaire chef de file et ses partenaires s'engagent à :

- mettre en œuvre le projet conformément au plan de travail présenté dans le formulaire de candidature ;
- respecter la réglementation en matière de commande publique ;
- respecter la réglementation en matière d'aides d'Etat ;
- respecter les principes horizontaux de l'Union européenne (égalité entre les hommes et les femmes, non-discrimination et développement durable) ;
- respecter les règles en matière de communication et visibilité relatives aux fonds européens ;
- prévenir toute fraude et conflit d'intérêt ;

AR Prefecture

La firma della convenzione di sovvenzione FESR è subordinata alla firma del presente accordo tra il capofila e i suoi partner.

La presente convenzione entra in vigore dalla data della sua firma e termina alla chiusura amministrativa e finanziaria del progetto, ovvero quando il beneficiario capofila avrà assolto tutti gli obblighi nei confronti dei suoi partner e dell'Autorità di gestione.

In ogni caso, la presente convenzione rimane in vigore fino alla chiusura dei vari controlli e audit che potranno essere effettuati oltre il periodo di realizzazione del progetto. Tali controlli possono avere luogo fino a 5 anni dopo il 31 dicembre dell'anno in cui l'Autorità di gestione effettua l'ultimo pagamento al capofila.

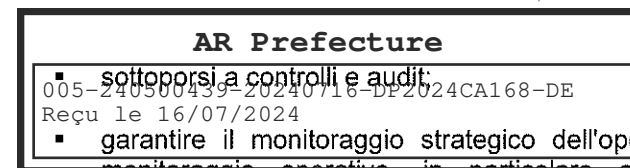
ARTICOLO 4 – Obblighi e responsabilità comuni a tutti i partner

Il beneficiario capofila e i suoi partner si impegnano a:

- realizzare il progetto secondo il piano di lavoro presentato nel formulario di candidatura;
- rispettare le norme inerenti agli appalti pubblici;
- rispettare le norme in materia di aiuti di Stato;
- rispettare i principi orizzontali dell'Unione europea (pari opportunità tra uomini e donne, lotta alla discriminazione e sviluppo sostenibile);
- rispettare le regole in materia di comunicazione e visibilità relative ai fondi europei;
- prevenire frodi e conflitti di interesse;

- se soumettre aux contrôles et audits ;
- assurer un suivi stratégique de l'opération et un suivi opérationnel à l'aide notamment des indicateurs de réalisation et de résultats définis dans le formulaire de candidature ;
- mettre en place, soit un système de comptabilité distinct, soit un code comptable adéquat pour identifier l'ensemble des transactions liées à la mise en œuvre du projet ;
- respecter strictement les règles d'éligibilité définies dans les règlements européens ainsi que les autres règles d'éligibilité établies par le Programme et, le cas échéant, les règles nationales ;
- soumettre régulièrement les dépenses pour vérification aux contrôleurs désignés, conformément aux règles établies au niveau du Programme et au niveau national ;
- assurer que les dépenses encourues sont strictement liées aux activités du projet, en accord avec le formulaire de candidature ;
- exclure tout double financement du projet ;
- veiller à ce que les exigences du Programme en matière d'éligibilité des dépenses, et conformément à la convention de subvention signée entre l'Autorité de gestion et le chef de file, soient strictement respectées ;
- mettre en place des archives physiques et/ou électroniques où sont stockés les données, les justificatifs et les documents composant la piste d'audit du projet, conformément aux exigences décrites dans le Manuel de mise en œuvre du Programme.

Les partenaires du projet s'engagent à coopérer avec bienveillance dans le cadre de la réalisation du projet de coopération commun et s'emploient collectivement à atteindre les résultats attendus.



- ~~garantire il monitoraggio operativo, in particolare attraverso gli indicatori di realizzazione e di risultato definiti nel formulario di candidatura;~~
- ~~garantire il monitoraggio strategico dell'operazione e il monitoraggio operativo, in particolare attraverso gli indicatori di realizzazione e di risultato definiti nel formulario di candidatura;~~
- creare un sistema di contabilità distinta o una codificazione contabile adeguata a identificare tutte le transazioni relative all'implementazione del progetto;
- rispettare rigorosamente le regole di ammissibilità definite nei regolamenti europei, nonché le altre regole di ammissibilità stabilite dal Programma e, ove applicabile, le norme nazionali;
- presentare regolarmente le spese ai controllori designati per la verifica, in conformità alle norme stabilite a livello del Programma e a livello nazionale;
- garantire che le spese sostenute siano strettamente correlate alle attività del progetto, in conformità con il formulario di candidatura;
- escludere qualsiasi doppio finanziamento del progetto;
- garantire il rigoroso rispetto dei requisiti del Programma in materia di ammissibilità delle spese, in conformità con la convenzione di sovvenzione sottoscritta tra l'Autorità di gestione e il capofila;
- creare un archivio fisico e/o elettronico in cui conservare i dati, i giustificativi e i documenti che costituiscono la pista di controllo del progetto, in conformità con i requisiti descritti nel Manuale di attuazione del Programma.

I partner del progetto si impegnano a cooperare con spirito di buona volontà nella realizzazione del progetto di cooperazione congiunta e a lavorare insieme per raggiungere i risultati attesi.

En cas de coopération avec des tiers, y compris, mais sans s'y limiter, dans le cadre d'un contrat de prestations de services, d'un contrat de régie ou d'un contrat de coopération « public-public », le partenaire concerné reste seul responsable vis-à-vis des autres partenaires du respect de ses obligations telles qu'elles sont définies dans le Manuel de mise en œuvre, la convention de subvention FEDER et le présent accord. Les partenaires doivent s'informer mutuellement de la portée de ces contrats et des noms des parties contractantes.

Si un partenaire ne respecte pas ses obligations, il est seul responsable des dommages et des coûts résultant de ce non-respect.

Dans le cas d'une substitution juridique, par exemple lorsqu'un partenaire change de forme juridique, le partenaire est tenu de transférer tous les devoirs et obligations découlant du présent contrat à son successeur.

ARTICLE 5 – Obligations et responsabilités du chef de file

Le chef de file unique représente l'ensemble des partenaires associés au projet et est responsable de la mise en œuvre de l'ensemble de l'opération.

A ce titre, le chef de file :

- est l'interlocuteur privilégié de l'Autorité de gestion et du Secrétariat conjoint pour toute question relative au dépôt, à la réalisation opérationnelle et financière du projet, à la clôture, aux contrôles et audits, sans que cette liste soit limitative ;
- dépose la demande de subvention FEDER au nom du partenariat ;
- communique aux autres partenaires les résultats de l'instruction et les décisions adoptées par le Comité de suivi, et communique à l'Autorité de gestion l'acceptation des modifications et des prescriptions adoptées ;

AR Prefecture

Nei casi di cooperazione con terzi, come, a titolo di esempio non esaustivo, i contratti di prestazione di servizi, i contratti "in-house" o i contratti di cooperazione "pubblico-pubblico", il partner interessato rimane l'unico responsabile nei confronti degli altri partner per l'adempimento dei propri obblighi, come definito nel Manuale di attuazione, nella convenzione di sovvenzione FESR e nel presente accordo. I partner devono informarsi reciprocamente sulla portata di questi contratti e sui nomi delle parti contraenti.

Se un partner non rispetta i propri obblighi, sarà l'unico responsabile di eventuali danni e costi derivanti da tale inadempienza.

In caso di cambio di personalità giuridica, ad esempio quando un partner cambia forma giuridica, il partner è tenuto a trasferire tutti i doveri e gli obblighi derivanti dal presente contratto al suo successore.

ARTICOLO 5 – Obblighi e responsabilità del capofila

Il capofila unico rappresenta tutti i partner coinvolti nel progetto ed è responsabile dell'attuazione dell'intera operazione.

Come tale, il capofila:

- è l'interlocutore privilegiato dell'Autorità di gestione e del Segretariato congiunto per qualsiasi questione relativa al deposito, all'attuazione operativa e finanziaria del progetto, alla chiusura, ai controlli e agli audit, senza che questo elenco sia esaustivo;
- presenta la domanda di sovvenzione FESR per conto del partenariato;
- comunica agli altri partner i risultati della valutazione e le decisioni adottate dal Comitato di sorveglianza e comunica all'Autorità di gestione l'accettazione delle modifiche e delle prescrizioni adottate;

- contractualise avec l'Autorité de gestion en signant au nom du partenariat la convention de subvention FEDER ;
- informe l'Autorité de gestion du démarrage du projet et veille au démarrage coordonné du projet ;
- fournit à l'Autorité de gestion des informations régulières sur l'avancement physique, administratif et financier du projet ;
- transmet à l'Autorité de gestion les différents rapports d'exécution opérationnels et financiers mentionnés dans le Manuel de mise en œuvre et dans les conditions fixées ;
- s'assure que les dépenses présentées par l'ensemble des partenaires ont été soutenues pour la mise en œuvre du projet et correspondent aux activités arrêtées d'un commun accord par tous les partenaires et qu'elles sont conformes à la convention de subvention FEDER ;
- s'assure au nom du partenariat de la bonne gestion financière des fonds alloués ;
- vérifie que les dépenses présentées par les partenaires participant au projet ont été validées par des contrôleurs de premier niveau habilités, conformément aux règles établies au niveau du Programme et au niveau national ;
- procède aux demandes de versement des crédits FEDER et transfère aux autres partenaires, dans un délai de 30 jours et intégralement, leur quotes-parts respectives ;
- met en œuvre la procédure de recouvrement d'indu des fonds FEDER lorsque l'Autorité de gestion émet un titre de recettes auprès d'un partenaire, et, dès réception des fonds, reverse à l'Autorité de gestion tout ou partie de la subvention FEDER ;
- traite les demandes de modification du projet, conformément au Manuel de mise en œuvre du Programme ;

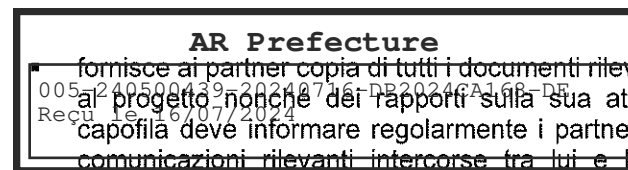
AR Prefecture

005-240500439-20240716-DP2024CA168-DE
 Reçu le 16/07/2024

▪ **contrattualizza l'impegno con l'Autorità di gestione firmando la convenzione di sovvenzione FESR a nome del partenariato;**

- informa l'Autorità di gestione dell'inizio del progetto e ne assicura l'avvio coordinato;
- fornisce all'Autorità di gestione informazioni regolari sull'avanzamento fisico, amministrativo e finanziario del progetto;
- invia all'Autorità di gestione, secondo le condizioni stabilite, i vari rapporti di esecuzione operativa e finanziaria indicati nel Manuale di attuazione;
- garantisce che le spese presentate da tutti i partner siano state sostenute per l'attuazione del progetto e corrispondano alle attività concordate da tutti i partner e che siano conformi alla convenzione di sovvenzione FESR;
- assicura per conto del partenariato la sana gestione finanziaria dei fondi assegnati;
- verifica che le spese presentate dai partner che partecipano al progetto siano state convalidate da controllori di primo livello abilitati, in conformità alle norme stabilite a livello del Programma e a livello nazionale;
- effettua le richieste di pagamento dei fondi FESR e trasferisce agli altri partner, entro 30 giorni e integralmente, le rispettive quote;
- attua la procedura di recupero dei fondi FESR non dovuti quando l'Autorità di gestione emette un ordine di riscossione nei confronti di un partner e, una volta ricevuti i fondi, versa all'Autorità di gestione tutta o parte della sovvenzione FESR;
- gestisce le richieste di modifica del progetto in conformità con il Manuale di attuazione del Programma;

- fournit aux partenaires des copies de tous les documents pertinents relatifs au projet et des rapports sur sa mise en œuvre. Le chef de file doit informer régulièrement les partenaires de toutes les communications pertinentes entre lui-même et l'Autorité de gestion/Secrétariat conjoint ;
- effectue toute autre tâche convenue avec les partenaires du projet.



- fornisce ai partner copia di tutti i documenti rilevanti relativi al progetto nonché dei rapporti sulla sua attuazione. Il capofila deve informare regolarmente i partner di tutte le comunicazioni rilevanti intercorse tra lui e l'Autorità di gestione/Segretariato congiunto;
- svolge qualsiasi altro compito concordato con i partner del progetto.

ARTICLE 6 – Obligations et responsabilités des partenaires

Les partenaires s'engagent à :

- accepter la coordination technique et administrative du chef de file afin de permettre à ce dernier de remplir ses obligations à l'égard de l'Autorité de gestion et des autres instances du Programme ;
- reconnaître le chef de file comme interlocuteur privilégié de l'Autorité de gestion et du Secrétariat conjoint pour toute la gestion du projet ;
- réaliser les activités respectives prévues au formulaire de candidature selon les modalités et les délais prévus dans le projet approuvé ;
- fournir rapidement les réponses aux demandes d'information ainsi que les éventuels documents complémentaires nécessaires au cours de la réalisation du projet ;
- transmettre au chef de file des informations régulières sur l'avancement physique, administratif et financier, nécessaires à la mise en place du système de suivi, ainsi que toutes informations nécessaires à la préparation des rapports d'exécution ;
- reverser au chef de file tout ou partie de la subvention FEDER perçue en cas d'indu à recouvrer suite à des irrégularités constatées par les autorités responsables des contrôles et audits prévus par la réglementation de référence sur la partie de l'opération qui les concerne.

ARTICOLO 6 – Obblighi e responsabilità degli altri partner

I partner si impegnano a:

- accettare il coordinamento tecnico e amministrativo del capofila al fine di permettere a quest'ultimo di rispettare gli obblighi assunti nei confronti dell'Autorità di gestione e degli altri organi del Programma;
- riconoscere il capofila come principale interlocutore dell'Autorità di gestione e del Segretariato congiunto per tutta la gestione del progetto;
- svolgere le rispettive attività previste nel formulario di candidatura secondo le modalità e i tempi previsti nel progetto approvato;
- fornire risposte tempestive alle richieste di informazioni e di eventuali documenti aggiuntivi necessari durante il corso del progetto;
- trasmettere al capofila regolari informazioni sull'avanzamento fisico, amministrativo e finanziario, necessarie all'implementazione del sistema di monitoraggio, nonché tutte le informazioni necessarie per la preparazione dei rapporti di esecuzione;
- restituire al beneficiario capofila la totalità o quota parte, per la parte di loro competenza, del contributo FESR indebitamente percepito qualora le autorità responsabili dei controlli e degli audit previsti dai regolamenti di riferimento accertino delle irregolarità.

ARTICLE 7 – Engagements financiers

Chaque partenaire garantit la couverture financière de ses activités conformément au plan de financement tel que décrit dans le projet approuvé.

Les partenaires français, le cas échéant, s'engagent à garantir les contreparties publiques nationales selon la répartition indiquée dans le plan de financement.

Dans le cas d'un cofinancement national, c'est la réglementation spécifique du pays qui l'accorde qui s'applique.

ARTICLE 8 – Confidentialité et droits de propriété intellectuelle

Le chef de file et ses partenaires s'engagent à faire respecter toutes les lois nationales et européennes applicables, y compris, mais sans s'y limiter, les lois sur les droits de propriété intellectuelle, en particulier les droits d'auteur, en ce qui concerne tout produit résultant de la mise en œuvre du projet.

Le chef de file doit s'assurer d'avoir le droit d'exploiter tout droit de propriété intellectuelle préexistant si cela est nécessaire à la mise en œuvre du projet.

Le résultat des activités conjointes est la propriété conjointe du partenariat, sauf accord spécifique contraire.

Le chef de file et ses partenaires sont tenus d'informer les organes compétents du Programme de toute information sensible ou confidentielle liée au projet qui ne doit pas être publiée ou mise à la disposition du public. Cette clause n'affecte pas l'obligation du chef de file et ses partenaires de mettre tous les résultats et produits du projet à la disposition du public.

ARTICOLO 7 – Impegni finanziari

Ogni partner garantisce la copertura finanziaria delle attività di propria competenza secondo quanto previsto dal piano finanziario così come descritto nel progetto approvato.

I partner francesi, ove applicabile, si impegnano a garantire le contropartite pubbliche nazionali secondo la ripartizione indicata nel piano di finanziamento.

In caso di cofinanziamento nazionale, si applicano le norme specifiche del Paese erogatore.

ARTICOLO 8 – Riservatezza e diritti di proprietà intellettuale

Il capofila e i suoi partner si impegnano a far rispettare tutte le leggi nazionali ed europee applicabili, comprese, ma non limitate a, quelle sui diritti di proprietà intellettuale, in particolare il diritto d'autore, in relazione a qualsiasi prodotto derivante dall'attuazione del progetto.

Il capofila deve assicurarsi di possedere il diritto di sfruttare qualsiasi preesistente diritto di proprietà intellettuale se ciò fosse necessario per l'attuazione del progetto.

Il risultato delle attività congiunte è proprietà comune del partenariato, a meno che non sia stato specificamente concordato diversamente.

Il capofila e i suoi partner sono tenuti a informare gli organi competenti del Programma riguardo a tutte le informazioni sensibili o riservate relative al progetto che non dovrebbero essere pubblicate o rese disponibili al pubblico. Questa clausola non pregiudica l'obbligo del capofila e dei suoi partner di rendere disponibili al pubblico tutti i risultati e i prodotti del progetto.

ARTICLE 9 – Traitement des données personnelles

Les parties s'engagent à respecter pleinement les dispositions du Règlement général sur la protection des données « RGPD » 2016/679.

Les parties déclarent s'être mutuellement informées, préalablement à la signature de la présente convention, des modalités et finalités relatives au traitement des données personnelles dans le cadre du projet et de l'exécution de la convention.

Les parties déclarent qu'elles sont mutuellement informées que les données fournies ou autrement collectées en relation avec la présente convention seront traitées de manière licite et correcte exclusivement pour la réalisation du projet cofinancé.

Les parties autorisent la gestion des données personnelles relatives au projet par l'Autorité de gestion et tout autre organisme de contrôle dans le respect des règlements (UE) 2018/1725 et 2016/679.

ARTICLE 10 – Information, communication et publicité

Le chef de file et ses partenaires doivent respecter les règles de l'UE en matière de communication ainsi que les exigences en matière de visibilité décrites dans le Manuel de mise en œuvre du Programme, et fournir tout matériel élaboré pendant la durée du projet qui pourrait être utile pour les publications au niveau du Programme.

Le chef de file et ses partenaires veillent à ce que tous les résultats produits pendant la mise en œuvre du projet puissent être utilisés par toutes les parties et organisations intéressées, qu'ils soient dans l'intérêt du public et qu'ils soient accessibles au public. En outre, les partenaires s'engagent à apporter leur soutien au chef de file et à jouer un rôle actif dans toutes les

Le parti si impegnano a rispettare pienamente le disposizioni del Regolamento generale sulla protezione dei dati "GDPR" 2016/679.

Le parti dichiarano di essersi reciprocamente informate, prima della firma del presente accordo, sulle modalità e sulle finalità relative al trattamento dei dati personali nell'ambito del progetto e dell'esecuzione della convenzione.

Le parti dichiarano di essere reciprocamente consapevoli che i dati forniti o altrimenti raccolti in relazione alla presente convenzione saranno trattati in modo lecito e corretto esclusivamente per la realizzazione del progetto cofinanziato.

Le parti autorizzano la gestione dei dati personali relativi al progetto da parte dell'Autorità di gestione e di ogni altro organismo di controllo nel rispetto dei regolamenti (UE) 2018/1725 e 2016/679.

ARTICOLO 10 – Informazione, comunicazione e pubblicità

Il capofila e i suoi partner devono rispettare le regole di comunicazione e i requisiti di visibilità dell'UE descritti nel Manuale di attuazione del Programma e fornire qualsiasi materiale realizzato durante il progetto che possa essere utile per le pubblicazioni a livello del Programma.

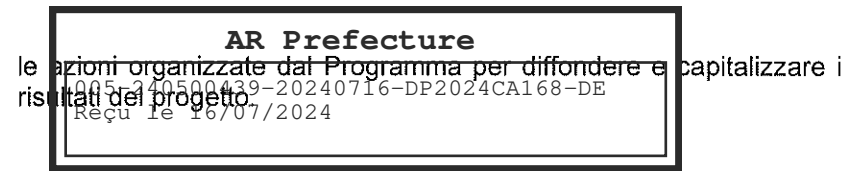
Il capofila e i suoi partner si impegnano a garantire che tutti i risultati prodotti durante l'attuazione del progetto possano essere utilizzati da tutte le parti e le organizzazioni interessate, che siano di interesse pubblico e che siano pubblicamente accessibili. Inoltre, i partner si impegnano a supportare il capofila e a svolgere un ruolo attivo in tutte

actions organisées par le Programme pour diffuser et capitaliser les résultats du projet.

ARTICLE 11 – Litiges

Les litiges survenant entre les partenaires ou entre le chef de file et un ou des partenaires concernant leur relation contractuelle et, plus particulièrement, l'interprétation, l'exécution et la résiliation du présent accord doivent être résolus à l'amiable. Si cela n'est pas possible, le droit du pays du partenaire chef de file s'applique.

En cas de résolution à l'amiable des litiges au sein du partenariat, l'Autorité de gestion/Secrétariat conjoint peuvent agir en tant que médiateurs.



ARTICOLO 11 – Controversie

Le controversie che dovessero insorgere tra i partner o tra il capofila e uno o più partner in merito al loro rapporto contrattuale e, in particolare, all'interpretazione, all'esecuzione e alla risoluzione del presente accordo devono essere risolte in via amichevole. Se ciò non fosse possibile, si applica la legge del paese del capofila.

In caso di risoluzione amichevole delle controversie all'interno del partenariato, l'Autorità di gestione/Segretariato congiunto possono fungere da mediatori.

AR Prefecture005-240500439-20240716-DP2024CA168-DE
Reçu le 16/07/2024

Pour / Per	<i>Chef de File: CONFERENCE DES HAUTES VALLEES – CHAV</i>
Nom / Nome	<i>Monsieur Maurizio BERIA D'ARGENTINA</i>
Fonction / Funzione	Président
Date / Data	
« Lu et approuvé » / "Letto e approvato" Signature et cachet /Firma e timbro	« Lu et approuvé » / "Letto e approvato"

AR Prefecture

Pour / Per	<i>Partenaire n°1: GAL ESCARTON VALLI VALDESI s.r.l – GALEVV</i>	005-240500439-20240716-DP2024CA168-DE Reçu le 16/07/2024
Nom / Nome		
Fonction / Funzione		
Date / Data		
« Lu et approuvé » / "Letto e approvato" Signature et cachet /Firma e timbro	« Lu et approuvé » / "Letto e approvato"	

AR Prefecture005-240500439-20240716-DP2024CA168-DE
Reçu le 16/07/2024


Pour / Per	Partenaire n°2 SYNDICAT DU PAYS DE MAURIENNE – SPM
Nom / Nome	Monsieur Yves DURBET
Fonction / Funzione	Président
Date / Data	
« Lu et approuvé » / "Letto e approvato" Signature et cachet /Firma e timbro	« Lu et approuvé » / "Letto e approvato"

AR Prefecture

005-240500439-20240716-DP2024CA168-DE

Reçu le 16/07/2024

IS - CCB

Pour / Per	<i>partenaire n°3: COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BRIANCONNAIS</i>
Nom / Nome	<i>Arnaud MURGIA</i>
Fonction / Funzione	<i>Président</i>
Date / Data	
« Lu et approuvé » / "Letto e approvato" Signature et cachet /Firma e timbro	« Lu et approuvé » / "Letto e approvato" <i>Lu et approuvé</i> 

AR Prefecture005-240500439-20240716-DP2024CA168-DE
Reçu le 16/07/2024

Pour / Per	Partenaire n°4 CITTA METROPOLITANA DI TORINO – CMT
Nom / Nome	Monsieur Jacopo SUPPO
Fonction / Funzione	Vice Président
Date / Data	
« Lu et approuvé » / “Letto e approvato” Signature et cachet /Firma e timbro	« Lu et approuvé » / “Letto e approvato”

AR Prefecture005-240500439-20240716-DP2024CA168-DE
Reçu le 16/07/2024

Pour / Per	Partenaire n°5 : DEPARTEMENT DE LA SAVOIE – CD73
Nom / Nome	Monsieur Hervé GAYMARD
Fonction / Funzione	Présient
Date / Data	
« Lu et approuvé » / "Letto e approvato" Signature et cachet /Firma e timbro	« Lu et approuvé » / "Letto e approvato"